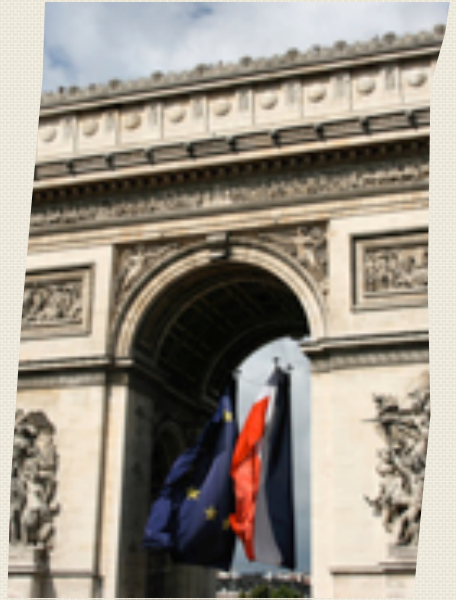


LA PRESSE EN REVUE...

MERCREDI 30 NOVEMBRE 2016

SOMMAIRE

- 1) Ils mènent la gauche à la cata !
- 2) La Poste encaisse la monnaie
- 3) il est content Chichi
- 4) Un train peut en cacher un autre
- 5) Une future primaire très difficile
- 6) Les dessous de la loi travail...
- 7) Je m'voyais déjà en haut de l'affiche...



Gérard Diez La Presse en Revue

I) Gauche : les ir-res-pon-sa-bles



Manuel Valls et François Hollande, le 8 septembre salle Wagram à Paris. Photo Marc Chaumeil. Divergence pour «Libération»

Face à François Fillon et Marine Le Pen, la gauche est plus que jamais divisée à cinq mois de la présidentielle. De Mélenchon à Macron en passant par le vainqueur de la primaire socialiste, celui de la primaire EE-LV et la candidate du PRG, cette concurrence crée les conditions d'une élimination dès le premier tour. Inéluctable ?

François Hollande. Gouverne sans sa gauche



Ce qu'on lui reproche. De laisser, comme à son habitude, s'installer un flottement dans son camp et de ne pas avoir eu de gestes assez forts pour rassembler la gauche en 2016. En

prenant la décision, en fin d'année dernière, d'inscrire au menu de la révision constitutionnelle la déchéance de nationalité pour les terroristes condamnés, François Hollande a fait exploser le cœur de ses derniers soutiens. Puis, en inscrivant une loi travail bancal et mal pilotée au menu des réformes de fin de quinquennat, le chef de l'Etat a empêché toute tentative des siens de retisser des liens avec sa majorité de 2012. La sortie du livre de confidences «Un président ne devrait pas dire ça...» a ensuite ouvert une crise au sommet de l'exécutif et offert à Manuel Valls et les siens l'opportunité de mener leur propre opération Elysée et de tourner la page Hollande, alors que c'est la droite, avec sa primaire, qui aurait dû se montrer divisée.

Ce qu'il répond. Que la «grande explication» avec la gauche aura lieu dans la campagne. S'il compte «assumer» la loi travail, il a prévu de faire amende honorable sur la déchéance de nationalité. Avec l'accord de Paris sur le climat et la non-évacuation de la ZAD de Notre-Dame-des-Landes, il veut prouver qu'il a la fibre verte. Il n'a donc aucune raison d'accélérer son calendrier. François Hollande dira «début décembre» s'il est candidat à sa réélection. Et puisque, en juin, la décision du patron du PS, Jean-Christophe Cambadélis, d'organiser une primaire de la «Belle Alliance populaire» (BAP) s'est prise en

concertation avec l'Elysée, on voit mal le chef de l'Etat décider de s'y soustraire alors que ses opposants internes (lire page 3) sont déjà en campagne. (Photo Marc Chaumeil)

Manuel Valls. Théoricien de la division

Ce qu'on lui reproche. D'avoir fracturé la majorité et de n'avoir jamais créé, depuis son arrivée à Matignon, les conditions pour rassembler la gauche. Depuis un discours en février à



Corbeil-Essonnes, le Premier ministre juge qu'il y a, à gauche, des «positions irréconciliables» qu'«il faut assumer». En contradiction avec l'objectif du PS de recoller les morceaux à gauche, Valls n'a cessé de chauffer à blanc son propre camp sur les sujets économiques (loi travail), démocratiques (utilisation du 49.3), écologiques (Notre-Dame-des-Landes) ou d'identité (burkini, déchéance de nationalité...), empêchant toutes retrouvailles.

La fracturation a désormais atteint le sommet de l'exécutif : alors qu'il répétait être «loyal» envers le chef de l'Etat, le voici qui se pose ouvertement en alternative à Hollande (lire pages 4-5), prenant au passage le risque d'une crise de régime. Pour certains hollandais, sous couvert de respect institutionnel, Valls travaille depuis un an à empêcher une candidature du Président.

Ce qu'il répond. Qu'il est «loyal» mais «libre». Depuis son discours de Colomiers fin août, Valls s'est engagé dans un processus de distanciation vis-à-vis du chef de l'Etat. Pas sur la politique menée, mais sur «l'incarnation». Pour gagner, confiait-il il y a dix jours à Berlin, «il faut une dynamique».

Sous-entendu : lui peut sauver la «gauche de gouvernement», pas Hollande. «Qui sape les fondamentaux ? Qui a écrit ce livre ? [«Un président ne devrait pas dire ça...», ndlr] Ce n'est pas Valls...» fait valoir un de ses proches. Appelant à un «dépassement» du PS, Valls n'a jamais caché que les socialistes devaient sortir de leurs alliances classiques pour fonder une «alliance des progressistes» tournée vers le centre et les «républicains». (Photo Albert Facelly)

Jean-Luc Mélenchon. Toujours insoumis



Ce qu'on lui reproche. Jean-Luc Mélenchon a toujours envoyé valser la primaire. Ce n'est pas son truc. Alors qu'il aurait pu être le détonateur d'un tel scrutin. Sa

participation aurait obligé toute la gauche à se pointer derrière le pupitre et à faire vivre un débat unique. Mélenchon face à Hollande, Montebourg, Hamon, Jadot... Une belle photo et des projets qui s'affrontent. Mais non. Il a préféré se plonger seul dans l'histoire : Mélenchon et sa «France insoumise» ouverte à tous mais à condition d'accepter les règles qu'il a lui-même fixées.

Ce qu'il répond. Jean-Luc Mélenchon ne se dérobe pas. Pourquoi il ne participe pas à la primaire ? «J'ai un devoir de loyauté. Je ne vais pas à la primaire socialiste parce que je ne suis pas prêt à me soumettre à une décision qui me serait contraire.» Comprendre : pas question de se ranger derrière le vainqueur en cas de défaite. Mieux, dimanche soir, le candidat de la France insoumise, qui se pose en rempart, a proposé un débat à François Fillon, qui venait de remporter la primaire de la droite. Une manière de signifier que la gauche, c'est lui. «Je connais mon adversaire politique, et je lui propose un débat, puisque c'est moi qui suis à la tête de ma famille politique», a-t-il expliqué quelques minutes après la victoire de Fillon. Le député européen a le regard fixé sur les sondages qui le placent devant (presque) toutes les autres candidatures à gauche. Aujourd'hui, seul Emmanuel Macron lui résiste. En fait, Jean-Luc Mélenchon veut enfile le costume du vote utile pour atteindre le second tour de la présidentielle. Et tant pis si toute la gauche, la sienne comme celle de Hollande, ou de Montebourg, reste à quai face à la droite et au FN. (Photo Rodolphe Escher)

Emmanuel Macron. L'appel au centre droit



Ce qu'on lui reproche. De s'être désolidarisé de François Hollande en démissionnant du gouvernement le 30 août alors même qu'ayant été secrétaire général adjoint de

l'Elysée puis ministre de l'Economie, il a largement inspiré la politique sociale-libérale mise en musique à partir de janvier 2014, en dépit de la fronde de l'aile gauche du PS. Emmanuel Macron contribue aussi à l'éparpillement de la gauche en refusant d'inscrire sa candidature dans le cadre de la primaire.

Ce qu'il répond. Macron s'est toujours défendu d'une quelconque déloyauté vis-à-vis du Président. «J'accepterais les reproches de déloyauté ou de trahison si j'avais dérogé aux engagements pris au départ ou si j'avais, comme d'autres en leur temps, rejoint un candidat mieux placé pour l'emporter», a-t-il expliqué. Même s'il se dit «de gauche», le fondateur d'En marche ne se reconnaît pas dans un PS qui «ne repose plus sur une base idéologique suffisamment cohérente» et où «les débats d'idées sont devenus le paravent des combats de personnes», les primaires en étant, selon lui, «la caricature». Surtout, instruit par les déboires de Hollande, Macron est convaincu que sa ligne économique et sociale très «deuxième gauche» serait rejetée par une majorité de socialistes. «Rocard était un homme de parti, c'est notre principal point de divergence. Parce qu'il était minoritaire...» nous avait-il confié mi-septembre. Pour faire triompher sa ligne, Macron espère trouver du renfort au centre droit. A l'en croire, une seule chose pourrait l'empêcher de porter son projet jusqu'au bout : «Voir qu'à un moment donné, je deviens un danger ou un obstacle pour que les idées que je porte puissent accéder au pouvoir.» (Photo David Richard. Transit)

Sylvia Pinel. Se lancer... puis négocier



Ce qu'on lui reproche. L'ex-ministre Sylvia Pinel a finalement décidé, samedi, de se présenter à la présidentielle sans passer par la case primaire, alors que

radical de gauche (PRG), a trois représentants au gouvernement. Beaucoup y voient une manœuvre pour éviter que leurs élus filent chez Macron. La décision donne aussi des arguments à ceux, au PS, qui réclament l'annulation de cette primaire. Avec cette justification : puisqu'elle a été pensée pour rassembler la gauche et que même leurs derniers alliés n'y participent pas, pourquoi ne pas

désigner en interne un Hollande ou un Valls ?

Ce qu'elle répond. Que cette candidature n'ira pas forcément au bout et qu'en fonction du candidat socialiste désigné en janvier, elle pourrait être retirée. Il n'en fallait pas plus pour soupçonner le PRG d'utiliser la candidature de Sylvia Pinel comme argument de négociation dans un accord législatif et - surtout - sénatorial. (Photo Pascal Guyot. AFP)

Yannick Jadot. Gagnant de sa primaire

Ce qu'on lui reproche. Au printemps dernier, Yannick Jadot a traversé la France avec Thomas Piketty, Daniel Cohn-Bendit, Marie Desplechin, Libération... pour



demander l'organisation d'une grande primaire de la gauche avant 2017. Objectif : rassembler aussi large que possible dès le premier tour de la présidentielle. Yannick Jadot argumentait : «Si on ne se rassemble pas, la gauche risque de disparaître.» Volte-face quelques mois plus tard : l'écolo remporte la petite primaire organisée par Europe Ecologie-les Verts (EE-LV) et snobe la grande primaire qu'il préconisait.

Ce qu'il répond. «Les écolos ont toujours été présents au premier tour de la présidentielle, notamment en 2012, et François Hollande a gagné.» Autre argument : Yannick Jadot juge utile qu'un candidat porte les valeurs de l'écologie politique lors de cette élection et tant pis pour le rassemblement. (Photo Laurent Troude)



liberation.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

II) Primaire de la droite : pourquoi la Poste va empocher 750 000 euros

Lambert Pecheux



Pour voter à la primaire de la droite et du centre, au premier tour comme au second tour, il fallait à chaque fois déboursier 2 euros. Mais saviez-vous qu'une partie de cet argent s'est retrouvé... dans les caisses de la Poste ?

Ses organisateurs ont de quoi se réjouir : les frais de la primaire de la droite et du centre leur ont été intégralement remboursés. L'exploit a été possible grâce aux plus de 4 millions personnes venues voter à chaque tour.

Puisque chacune a dû s'acquitter de la somme de deux euros avant de déposer son bulletin dans l'urne, on peut estimer la somme totale récoltée à 16 millions d'euros, soit le double du coût de l'évènement !

Parmi cette somme, explique Le Parisien, une partie servira à payer... la Banque Postale, filiale de la Poste.

Cette dernière a en effet offert ses services pour convoyer les fonds générés par la primaire, moyennant une généreuse commission de 8%. Plafonnée à 750 000 euros, elle a rapidement été atteinte.

Une mobilisation exceptionnelle

Ce montant exceptionnel aurait pu être plus élevé. Selon Anne Levade, présidente de la Haute Autorité de la Primaire, interrogée par le quotidien, la Poste "voulait au départ 10% sans plafonnement".

De son côté, l'entreprise met en avant les "trois mois de préparation, la mobilisation de 2 200 bureaux, (la) hotline dédiée de 12 personnes"

nécessaires pour organiser le transit de l'argent.

Au total, poursuit la société, "plus de 40.000 sacs scellés de pièces et de billets" ont été transportés par des employés spécialisés, à qui on a demandé d'effectuer des "tournées exceptionnelles". Ajoutez à cela le "comptage des pièces" et la nécessité d'un compte-rendu précis et régulier afin de gommer les écarts, une tâche indispensable étant donné les tonnes d'argent amassées.

planet.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

III) Jacques Chirac, 84 ans aujourd'hui, s'est réjoui de la défaite de Nicolas Sarkozy



© PATRICK KOVARIK / POOL / AFP Jacques Chirac, 84 ans aujourd'hui, s'est réjoui de la défaite de Nicolas Sarkozy

L'ancien chef de l'Etat, qui fête ses 84 ans le 29 novembre, va mieux, et a même gardé un œil sur le dénouement de la primaire de la droite et du centre.

Les Français s'étaient inquiétés pour lui. A la rentrée, Jacques Chirac avait été hospitalisé pour soigner une pneumonie. L'état de santé de l'ancien président de la République, qui fête ses 84 ans aujourd'hui, s'est amélioré. On sait même qu'il a réagi en privé aux résultats de la primaire de la droite et du centre.

Une vieille animosité

En vérité, Jacques Chirac a surtout réagi à un résultat : la chute de Nicolas Sarkozy dès le premier tour. Une élimination qui ne l'a pas peiné. Il a même, nous dit-on, manifesté sa satisfaction. Sa rancœur à l'égard de celui qui lui a succédé à l'Élysée n'a manifestement pas disparu.

Une visite de François Hollande

Cela fait maintenant un mois et demi que l'ancien président de la République est sorti de l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière. Evidemment, Jacques Chirac est encore faible : il s'exprime peu et son état de santé ne lui permet pas pour le moment de quitter l'appartement mis à sa disposition près du Sénat par son ami, l'homme d'affaires François Pinault.

Mais il peut désormais passer une partie de sa journée dans son fauteuil. C'est dans ces conditions qu'il peut accueillir ses rares visiteurs : sa fille Claude et François Pinault, évidemment, mais aussi, il y a peu, le président de la République, François Hollande.



Europe 1

msn.com

LAPRESSEENREVUE.EU

IV) IVG, PMA, sexualité... Fillon ou le retour à un ordre moral qui creuse les inégalités



Véronique Séhier

Co-présidente du Planning familial
Mon blog/site : <http://www.planning-familial.org/>
Twitter : <https://twitter.com/leplanning>
Facebook : <https://www.facebook.com/ConfederationPlanningFamilial>

François Fillon a remporté la primaire de la droite et du centre face à Alain Juppé, avec 66,5% des voix. Son programme, très conservateur, prévoit notamment de revenir sur le droit à l'adoption pour les couples de même sexe et entretient un rapport très ambigu à l'IVG. Véronique Séhier, co-présidente du Planning familial, met en garde contre un projet de société patriarcal et hétéronormé qui renforce les discriminations.

Édité et parrainé par Rozenn Le Carboulec



François Fillon, candidat de la droite et du centre pour la présidentielle 2017, ici à Paris le 25/10/16 (CHAMUSSY/SIPA)

La victoire de François Fillon à la primaire de la droite et du centre marque un retour voulu à un ordre moral qui prône des valeurs traditionnelles et patriarcales. Ce qui nous inquiète forcément beaucoup au Planning familial.

Un projet de société qui renforce les inégalités

Nous nous bagarrons en France, en Europe et dans le monde, pour que chaque personne puisse avoir le droit à une éducation à la sexualité qui soit complète, émancipatrice, positive et non normative. Une sexualité qui ne se limite pas à la procréation, mais va bien au-delà, en termes de plaisir, de liberté, de choix.

Nous luttons pour que chaque femme puisse avoir accès à l'avortement et à la contraception dans de bonnes conditions. Pour la reconnaissance pleine

et entière de toutes les familles dans leur diversité. Le mariage pour tous devait être une première étape qu'il n'est pas question de remettre en cause aujourd'hui. La procréation médicalement assistée (PMA) et l'adoption doivent quant à elles pouvoir concerner toutes les femmes et les familles de la même façon, qu'elles soient hétérosexuelles ou homosexuelles.

Or, force est de constater que le programme du candidat de droite à la présidentielle renforce à la fois les inégalités liées au genre et à la sexualité, puisqu'il défend un seul modèle, hétéronormé.

Et l'on sait à quel point ces inégalités sont à l'origine de violences, qu'elles soient sexuelles ou homophobes, tout en faisant le lit de discriminations de toutes sortes.

Quid des évolutions depuis la loi Veil ?

Durant cette primaire, il a beaucoup été question de l'IVG. François Fillon a déclaré il y a quelques mois que l'avortement n'est pas un droit fondamental. Certes, il s'est engagé à ne pas toucher à la loi Veil, mais cette loi a été votée il y a 42 ans !

Quid des évolutions, nombreuses, qui ont amélioré les conditions et l'accès à l'IVG ? Seraient-elles remises en cause si Fillon accédait à la présidence de la République ?

Et qu'en serait-il de l'effectivité de ce droit, dans le cadre d'une politique de démantèlement des services publics ? On ne peut pas prôner la suppression de 500.000 emplois publics, et la réduction des dépenses à outrance, sans toucher les services où sont pratiqués les avortements. Ces derniers seront les premiers à souffrir de coupes budgétaires, alors que les femmes subissent déjà de fortes disparités territoriales concernant l'accès à l'IVG.

Les femmes étrangères, les plus impactées

Cet accès – et plus largement, celui à la santé – est d'autant plus compliqué pour les femmes migrantes, comme le signalait un communiqué de l'Observatoire du droit à la santé des étrangers (ODSE), dont nous sommes co-signataires, le 15 novembre dernier. La loi du 7 mars 2016 relative au droit des étrangers illustre en effet une volonté de faire primer les contrôles migratoires sur la santé publique.

Le discours de François Fillon sur l'identité française ouvre la porte au renforcement inquiétant de ces clivages et discriminations.

Des moyens bien insuffisants pour le droit à l'information

Une autre de nos inquiétudes concerne le droit à l'information sur l'IVG, la contraception et l'éducation à la sexualité. Aujourd'hui, les moyens restent bien en deçà des besoins. Permettront-ils, à l'avenir, à chaque personne d'être en mesure de juger pour elle-même ce qui lui convient ?

Même chose pour l'éducation à la sexualité, que la France a encore bien du mal à respecter : alors que la loi de 2001 prévoit trois séances d'éducation à la sexualité par an dans les établissements scolaires, nous sommes encore bien loin du compte aujourd'hui, et nous craignons que la situation ne s'aggrave encore.

Des droits toujours fragiles et menacés

Nous ne voulons pas d'un projet de société qui creuse les inégalités – quelles qu'elles soient –, casse le service public et mette à mal la solidarité nationale au détriment des personnes les plus éloignées des structures de soin et de prévention, dont les migrant-e-s.

Ces droits sont toujours des droits fragiles et menacés – il n'y a qu'à voir ce qui se passe dans le reste de l'Europe, comme en Pologne. Il est important de continuer à nous battre pour qu'ils s'appliquent à tous de manière universelle. C'est une responsabilité importante vis-à-vis des Français-e-s, mais également une responsabilité collective dans un climat international de retour à l'ordre moral, car les pays étrangers nous regardent.

Plus que jamais, nous serons vigilant-e-s lors des prochaines présidentielles pour garantir à toutes et tous ces droits fondamentaux, quels que soient leur sexe, identité de genre, leur sexualité ou leur origine.

Propos recueillis par Rozenn Le Carboulec.



V) La gauche peut-elle se rassembler autour de la primaire ?

Montebourg, candidat à la primaire du PS, espère qu'une forte participation à ce scrutin incitera les candidats isolés à soutenir le gagnant.

lemonde.fr-journaliste

Six candidats à la primaire ; six autres « autonomes » : la gauche part plus divisée que jamais dans la course à la présidentielle. Alors que la droite affiche une posture de rassemblement après une primaire réussie, qui a désigné François Fillon, certaines voix s'élèvent dans le camp opposé pour promouvoir le scrutin organisé par la Belle Alliance populaire (PS et écologistes). Et éviter une élimination dès le premier tour de l'élection présidentielle.

Dans une interview au Monde, Arnaud Montebourg se fait le défenseur du processus de la primaire – à laquelle il participe –, qu'il voit comme une « arme de construction massive pour rassembler les gauches ».

« La primaire permet de submerger les stratégies diviseuses des appareils par la puissance populaire. Le peuple de gauche a envie de cette primaire, veut s'y rendre et s'y rendra certainement en nombre, pour faire exactement ce qui s'est produit à droite, c'est-à-dire décider. »

« Des effets collatéraux positifs »

L'ancien ministre de l'économie estime que malgré le nombre de candidats de gauche hors primaire – ils sont six, de Nathalie Arthaud (Lutte ouvrière) à Emmanuel Macron – le rassemblement peut avoir lieu. Son pari est que la primaire peut avoir « des effets collatéraux positifs » et être un « tremplin » « en amenant les candidats hors primaire à s'interroger sur une candidature qui ferait échouer ce premier rassemblement ». M. Montebourg espère par exemple que les écologistes et les radicaux rejoignent le gagnant de la primaire, et il « note que le PCF a placé dans son texte de soutien à Jean-Luc Mélenchon une clause de revoyure après le résultat de notre primaire ».

Le candidat est sur la même ligne que le premier secrétaire du PS, Jean-Christophe Cambadélis, qui a appelé mardi 29 novembre sur Europe 1 « l'ensemble des électeurs de gauche à venir mettre de l'ordre dans la gauche » en participant à la primaire.

Pour M. Cambadélis, qui constate un « émiettement », un « fractionnement » de la gauche, « le seul moyen pour qu'[elle] soit au deuxième tour (...), c'est de participer à la primaire de la gauche ». MM. Macron et Mélenchon ont déjà dit qu'ils ne souhaitent pas concourir à cette primaire, « mais ce sont les électeurs qui vont rallier » la primaire, dit le premier secrétaire du PS. « Plus il y aura d'électeurs, plus cela pèsera sur leur position individuelle, plus il y aura de rassemblement », espère-t-il.

Difficile de rallier les candidats hors primaire

Il sera toutefois difficile de convaincre Jean-Luc Mélenchon de rejoindre la primaire de la gauche, le leader de La France insoumise ayant déjà fait part de ses réticences à participer à un scrutin dont il devrait soutenir le gagnant, y compris François Hollande ou Manuel Valls. Emmanuel Macron s'est quant à lui déclaré candidat « autonome » et rechigne à envisager la primaire. L'ancien ministre considère notamment que cela le remettrait dans le « système », avec une démarche partisane dont les Français, selon lui, ne veulent plus. Il n'a par ailleurs pas confiance dans le processus, verrouillé par le Parti socialiste.

Chez les écologistes, le ton est aussi ferme. Candidat désigné par la primaire organisée par Europe-Ecologie-Les Verts, Yannick Jadot a dit à plusieurs reprises qu'il ne participerait pas au scrutin organisé par la Belle Alliance populaire, ni ne s'allierait avec le PS. Le député européen, qui est pourtant un des signataires de l'appel à une grande primaire de toute la gauche lancé en janvier, dit ne pas vouloir d'alliance « avec un gouvernement et un parti qui soutiennent le maintien des centrales charbon et sont dans une obsession nucléaire ».

Interrogé dans Libération sur un soutien à Arnaud Montebourg en cas de victoire de ce dernier à la primaire, le secrétaire national du PCF, Pierre Laurent, a, lui, maintenu une certaine ambiguïté. « Je continue à dialoguer avec tous ceux qui proposent une politique antiaustérité, a expliqué le sénateur, la reconstruction d'une force doit avoir lieu maintenant, et pas après 2017, pas après le désastre ».

VI) Jean-Claude Mailly raconte dans un livre l'in vraisemblable histoire de la loi sur le travail

Par Mathilde Goanec

Le secrétaire général de Force ouvrière dévoile les coulisses de la loi sur le travail, côté syndicats, ainsi que sa confrontation avec l'exécutif socialiste. Jean-Claude Mailly déplore une « contre-réforme multiminoritaire » et un dialogue social fantoche.

Jean-Claude Mailly a un sens aigu de la formule, ce dont les médias raffolent. Outre ces uppercuts, le secrétaire général du syndicat Force ouvrière se dévoile rarement, veillant jalousement sur sa vie privée et ses opinions politiques, malgré des amitiés à gauche comme à droite. Dans *Les Apprentis sorciers*, livre à paraître le 30 novembre, le syndicaliste lâche les chevaux et offre une charge sans précédent contre le pouvoir socialiste. Elle est d'autant plus violente que Jean-Claude Mailly est, à titre personnel, encarté au PS, sans y militer. Une adhésion autant idéologique que filiale, d'un homme « né dans le Pas-de-Calais dans une famille d'option socialiste, laïque, libre-penseur ».

Le détonateur est bien sûr « l'in vraisemblable histoire de la loi Travail », un « train fou » lancé en avril 2015. Un texte que Jean-Claude Mailly qualifie, en conclusion, de « contre-réforme » d'inspiration libérale « multiminoritaire ». Avec le témoignage de Pierre Jacquemain, ex-conseiller de Myriam El Khomri (Ils ont tué la gauche, publié en août dernier chez Fayard), *Les Apprentis sorciers* contribue au récit des coulisses de la loi sur le travail, le plus retentissant conflit social du quinquennat Hollande, presque son épitaphe. « La loi Travail, par son caractère multidimensionnel (social, économique, politique, européen), apparaît de fait comme un concentré révélateur de ce qu'il ne faudrait plus faire, sur le fond et la forme. C'est un peu la goutte d'eau qui a fait déborder le vase », assène le responsable syndical.

Jean-Claude Mailly n'est pas masochiste, et s'offre bien sûr un beau rôle : « J'assume. C'est FO qui a mis l'inversion de la hiérarchie des

normes sur le devant de la scène. » Outre la faible propension à l'autocritique, l'ouvrage passe aussi trop vite sur l'incapacité des syndicats opposés au texte à faire plier par la rue le gouvernement, contrairement à d'autres conflits sociaux, comme en 2006 et le mouvement contre le CPE (contrat première embauche). Il s'en tient à une lecture plutôt conservatrice du corps social, tant vis-à-vis des casseurs/militants/manifestants/autonomes (rayez la mention inutile) qui ont grossi les têtes de cortège tout au long de la mobilisation, que des formes nouvelles de contestation. Un paragraphe seulement évoque la pétition en ligne contre la loi sur le travail, qui a non seulement sonné le tocsin, mais aussi permis un travail de vulgarisation de la loi rarement égalé (par l'intermédiaire du site Loi Travail : non merci !).



Pour le reste, la centaine de pages est pleine d'enseignements mais cruelle pour la politique telle qu'elle se pratique aujourd'hui. La chronologie des faits donne ainsi à voir un gouvernement qui s'est délibérément assis sur la notion même de dialogue social, laissant les syndicats dans l'obscurité la plus complète hormis, selon Jean-Claude Mailly, la CFDT et le Medef. « Le président est peut-être celui qui parle le plus de dialogue social, mais celui qui en fait le moins », moque Jean-Claude Mailly. François Hollande y est décrit comme à la manœuvre, assumant par ses silences un texte d'inspiration libérale et la politique menée par Manuel Valls. Le secrétaire général de Force ouvrière ne joue pas la fausse surprise et reproduit fort à propos une déclaration de 2011, où François Hollande appelle déjà à une « autonomie des partenaires sociaux », appelés à produire des accords entre eux, dans une logique d'égalité absolue, l'État

n'intervenant qu'en dernier recours.

Pour la loi sur le travail, le feuilleton commence en avril 2015, avec la lettre de mission envoyée par le premier ministre à Jean-Denis Combrexelle, sans aucune concertation préalable. L'objectif est de demander à l'ancien directeur général du travail de réfléchir à la manière dont l'accord d'entreprise pourrait trouver une nouvelle place dans la production de normes sociales. Au cours de l'été, jeu de chaises musicales au ministère : François Rebsamen s'en va et Myriam El Khomri prend sa place. Le secrétaire général de FO avoue avoir fait comme beaucoup d'autres, utilisé l'« ami Google » pour en savoir un peu plus sur l'inconnue (pourtant déjà secrétaire d'État). Jean-Claude Mailly confesse également avoir suggéré Jean-Marc Germain, un autre socialiste plus féru de social, dont le nom a effectivement un temps circulé.

En septembre, les documents commencent à fuiter de partout (rapports Montaigne, Terra Nova, etc.), alors que le président annonce une loi pour rendre le code du travail plus « lisible » et « plus adapté ». Combrexelle rend son rapport, plutôt ambigu sur la place de l'entreprise vis-à-vis de celle de la branche. FO, très vite, critique une inversion des normes plutôt que celle de la courbe du chômage. D'autres écrits suivront, ceux de Robert Badinter et Antoine Lyon-Caen ou encore un rapport de Jean-François Cesaro.

Lors de la conférence sociale en octobre, raout imaginé par François Hollande en 2012, le ton monte un peu. « Ce serait plus simple s'il n'y avait en France qu'une seule organisation syndicale et patronale », lance Hollande au parterre. La remarque reste en travers de la gorge du patron de FO, de même que la rhétorique gouvernementale consistant à refuser aux syndicats autres que CFDT et CFTC l'étiquette de « réformistes ». Surtout, les organisations syndicales voient arriver une loi dont ils ne savent toujours rien. Jean-Claude Mailly reproduit un échange instructif qu'il a eu à cette occasion avec le président :

« Il y a un risque politique et démocratique, analyse le président.

— Ce qui se joue en France comme en Europe, ce sont les questions économiques et sociales, il faudrait mettre fin à la logique rigueur/austérité. C'est sur cela que prospèrent les populismes.

— C'est surtout sur les questions identitaires, me rétorque François Hollande.

— On a un désaccord. »

Le ton est donné et les annonces se succèdent ensuite sans relâche, vues comme autant de ballons d'essai : plafonnement des indemnités prud'homales, référendum d'entreprise, révision du licenciement économique... Le fil entre Jean-Claude Mailly et François Hollande ne se rompt jamais, mais tourne à vide : « François Hollande est convivial, disponible. Les SMS fonctionnent, il y répond toujours. Mais il est difficile d'avoir une réponse précise [...]. De plus en plus souvent les décisions qu'il prend ne font pas l'objet de concertation. J'en viens à me dire que le voir ne sert à rien. » La capacité du président d'écouter sans entendre n'est pas nouvelle. En 2013, les syndicats ont appris lors des vœux du président la mise en œuvre du pacte de responsabilité, soit 41 milliards d'allègements pour les entreprises. Ils réclament aussi en vain, depuis son adoption, des contreparties pour le CICE.

Le 17 février 2016, le projet de loi fuite dans Le Parisien et provoque un bazar sans nom. La loi va très loin, renverse effectivement la hiérarchie des normes, place l'accord d'entreprise au centre, et accède à de vieilles revendications patronales comme le référendum d'entreprise ou l'assouplissement du licenciement économique. Des socialistes historiques se prononcent contre (dont Martine Aubry, proche de Jean-Claude Mailly), les syndicats au grand complet disent leur opposition. Manuel Valls est obligé de lancer un cycle de rencontres au sommet. Il propose des aménagements. « En gros, ce qui avait été dealé avec la CFDT », moque Jean-Claude Mailly.

La rue s'en mêle : douze journées de mobilisation au total, dont un gros 1er Mai, mais le front syndical se divise aux prémices. Une aubaine pour l'exécutif qui, très vite, joue l'unique carte CFDT. Laurent Berger en prend d'ailleurs pour son grade, dans l'ouvrage au vitriol de Jean-Claude Mailly : « Quand Laurent Berger sera premier ministre, Manuel Valls pourra être candidat au secrétariat général de la CFDT et il faudra des syndicats pour défendre les salariés. » Ambiance. Laurent Berger a depuis ironisé sur un Mailly ressassant le passé, quand lui vient d'éditer un livre sur « l'avenir » avec Pascal Canfin (Réinventer le progrès, aux éditions Les petits matins).

Manuel Valls n'est pas mieux loti. Autoritaire, « droit dans ses rangs », il ne connaîtrait « guère le social ». La loi sur le travail aura été pour lui « avant tout un dossier de positionnement politique et d'autorité de l'État ». L'épisode de la manifestation parisienne « encadrée », tournant en

rond autour du bassin de l'Arsenal, est encore vif : « Si on m'avait dit qu'un jour j'irais au ministère de l'intérieur pour faire respecter cette liberté [de manifester – nldr], je ne l'aurais pas cru. J'aurais demandé à mon interlocuteur s'il avait fumé un joint ou la moquette. Et pourtant ce fut une réalité sous un gouvernement dit de gauche. » Jean-Claude Mailly regrette également la CGT prise comme « tête de Turc ». Les chefs de file de la CGT et de FO se sont manifestement rapprochés au cours de l'année 2016, sans gommer leurs divergences.

Car, courriers reproduits en annexe à l'appui, Jean-Claude Mailly a tenté jusqu'au bout d'infléchir le texte et de jouer la carte parlementaire, une attitude d'ailleurs dénoncée à mi-voix au sein de l'intersyndicale. Ainsi de l'introduction, en dernière ligne droite et faute de mieux, de verrous de branche sur les champs de l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes, de la prévention de la pénibilité et du temps de travail. FO, relayé par des députés socialistes, aura gain de cause sauf sur le sujet le plus brûlant, le temps de travail, totem du trio Valls-Macron-Hollande. Posture du « négociateur » ou conviction, Jean-Claude Mailly semble ne pas avoir voulu croire au scénario annoncé, celui d'une loi sociale adoptée par 49-3.

Le désenchantement et l'amertume sont donc manifestes dans cet écrit : « Ces quatre mois de conflits laisseront des traces profondes. Partout. » Dans une majorité « déboussolée », dans une opposition poussée de fait à la surenchère, dans le camp patronal où « le fossé s'est agrandi entre les grandes entreprises (Medef, Afep) et les TPE-PME ». La rupture syndicale avec la CFDT semble également consommée. « Chez les salariés, il y a beaucoup d'incompréhension et de colère rentrée. De telles lois conduisent à gommer les différences entre la gauche et la droite. Cela marquera la campagne et l'élection présidentielle de 2017. » Jean-Claude Mailly s'effraie du péril populiste, verdict dans six mois. Le livre confirme cependant la distorsion aggravée entre le pouvoir socialiste et son électorat.

mediapart.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

VII) Gouvernement Fillon : Larcher Premier ministre ? Le Maire au Quai d'Orsay ? Les pistes se précisent



GOVERNEMENT FILLON - Le candidat de la droite réfléchit à la composition de son équipe pour

les ministres pressentis d'un Fillon à l'Elysée ?

A quoi ressemblera le gouvernement de François Fillon s'il devient président de la République ? Qui sera son Premier ministre ? Quels ministres seront choisis ? Selon les informations du Canard Enchaîné daté de mercredi 30 novembre, **c'est Gérard Larcher qui serait le mieux placé pour devenir Premier ministre, Henri de Castries, l'ancien patron d'Axa, prendrait la tête du ministère de l'Economie, Bruno Retailleau serait le grand favori pour prendre le ministère de l'Intérieur, Bruno Le Maire pourrait devenir le prochain ministre des Affaires étrangères.**

A en croire la garde rapprochée du grand vainqueur de la primaire de la droite, le Sarthois se penche sur la composition de sa future équipe et va commencer à tester les uns et les autres. "Il le fera probablement dans les prochaines semaines mais ce moment lui appartient", a fait savoir sur LCI ce lundi matin Bruno Retailleau, proche du candidat. Les spéculations vont bon train et on se projette déjà dans l'après-présidentielle et dans l'éventuel gouvernement que François Fillon pourrait mettre à la tête du pays.

Premier ministre de François Fillon : la short-list

La nomination du locataire de Matignon obéit à certains impératifs, calculs stratégiques et personnels de la part du chef de l'Etat, qui doit placer en celui qui incarnera la fonction à la fois sa confiance et faire porter sa propre vision de la gestion de l'exécutif. Ils sont peu, à l'heure actuelle, à pouvoir prétendre à être investi : **Gérard Larcher**, président du Sénat, qui figure dans le premier cercle de François Fillon, Bruno

Retailleau, président de la région Pays de la Loire, est le véritable bras droit de François Fillon. S'il est élu président, le Sarthois pourrait aussi choisir Xavier Bertrand, qui s'est forgé une carrure nationale ces dernières années, en restant référent pour tous les courants du parti. Figure également très Fillon-compatible, faisant le lien entre Sarkozystes et Fillonistes, Eric Woerth peut également imaginer se retrouver nommé chef du gouvernement en 2017.

La "galaxie Fillon", comme certains médias se plaise à l'appeler, compte d'abord de nombreux parlementaires - 72 soutiens officiels au total à l'Assemblée et au Sénat, dont d'anciens ministres d'expérience. C'est le cas de l'ancien ministre de la Défense Gérard Longuet, sénateur de la Meuse, mais aussi d'Henri de Raincourt, sénateur de l'Yonne et ancien ministre des Relations avec le Parlement, des députés de Paris Bernard Debré, Jean-François Lamour et Pierre Lellouche, respectivement ancien ministre de la Coopération, ancien ministre des Sports et ancien ministre du Commerce extérieur (après avoir été aux Affaires européennes), du député des Français de l'étranger Thierry Mariani, ancien ministre des Transports, ou encore du député de Haute-Savoie et ancien président de l'Assemblée nationale Bernard Accoyer. D'autres élus, notamment de l'Ouest, comme Dominique de Legge ou Isabelle le Callennec, viennent compléter ces belles prises. Tout comme le très libéral Hervé Novelli, ancien député d'Indre-et-Loire et actuel maire de Richelieu, qui fut le secrétaire d'Etat du Commerce extérieur de François Fillon entre 2007 et 2010.

Gouvernement Fillon : fillonistes historiques et prises de guerre

Les impétrants ne manqueront donc pas pour le gouvernement Fillon 4 (ou 5, François Fillon ayant déjà formé plusieurs gouvernements avec Nicolas Sarkozy entre 2007 et 2012). Mais nous serions incomplets si nous ne citons pas le fidèle Jérôme Chartier, député-maire de Domont, dans le Val-d'Oise, devenu de fait le porte-parole en chef de François Fillon ces dernières années. Un profil et un parcours qui font penser à celui d'un Stéphane le Foll, fidèle parmi les fidèles de François Hollande. Valérie Boyer, députée des Bouches-du-Rhône et incarnation des "conservatismes" reprochés à François Fillon, lui a sans doute permis de surclasser Nicolas Sarkozy dans ses fiefs du sud-est. Nul doute que cette très proche sera aussi de l'équipe.

Le nom de Bruno Retailleau, héros de la droite qui a pris la région Pays-de-la-Loire à la gauche lors des régionales, en décembre dernier, circule également. Président du groupe Les Républicains au Sénat, aux positions très traditionnelles, il pourrait faire partie des nouveaux visages clés du gouvernement demain si la chance continuait à sourire à son mentor. "Ce n'est pas que ça ne m'intéresse pas, mais je suis président d'un groupe parlementaire, d'une région et ça suffit très largement à mon bonheur", a-t-il toutefois assuré à RTL au lendemain du second tour.

Passée la grande et belle victoire annoncée pour le nouveau favori des sondages, il faudra aussi intégrer à l'équipe gouvernementale les ralliés de la dernière heure, qui ont contribué loyalement à l'élection après l'élimination de leur chef. Ainsi, certains sarkozystes pourraient faire leur entrée dans le club des ministrables. On pense au député des Alpes-Maritimes et président du département Eric Ciotti. Directeur de campagne et premier soutien de François Fillon lors de la terrible campagne pour la présidence de l'UMP en 2012, face à Jean-François Copé, il a soutenu Nicolas Sarkozy pour cette primaire. Mais il s'est bien gardé de lâcher ses coups contre son ancien mentor. L'élu de Paris Philippe Goujon, filloniste historique qui avait convaincu François Fillon d'abandonner la Sarthe pour la capitale il y a quatre ans, est dans la même situation. Ménageant l'ancien Premier ministre pendant la campagne, il avait déclaré au Figaro qu'il "adhérait aux propositions de Sarkozy" comme aux "positions économiques de François Fillon".

Bruno Le Maire : un destin à la Manuel Valls ?

Chez les sarkozystes historiques passés dans le camp Fillon, on trouve aussi des personnalités qui ont parfois été sévères avec celui qu'ils appelaient en coulisses "Mister Nobody", "Droopy" ou encore "le pauvre type". Laurent Wauquiez, qui était lui aussi dans l'équipe de campagne en 2012, avait sèchement rompu avec François Fillon par la suite, déçu qu'il ait baissé les bras dans la guerre livrée à Jean-François Copé. Ce lundi, il a estimé que Fillon "défendrait le mieux les valeurs de la droite". Président par intérim des Républicains, il aurait envie de rester à la tête du parti. Rachida Dati, dont les relations avec François Fillon n'ont jamais été excellentes, même quand elle était dans son gouvernement, a elle aussi rejoint l'ancien ennemi, par souci "légitimiste" sarkozyste. Tout comme Nadine Morano.

L'arrivée de Nicolas Sarkozy lui-même comme "collaborateur" de François Fillon est bien évidemment inenvisageable, mais un autre grand perdant du premier tour, Bruno Le Maire, pourrait s'engager dans la campagne. "Je me battrais pour l'alternance en 2017. Je veux plus que jamais être un acteur du rassemblement de notre famille politique", avait-il lancé après avoir annoncé qu'il voterait Fillon au second tour de la primaire. Une façon de se porter candidat à un poste dans l'équipe de campagne qui se formera dans les semaines qui viennent ? Le Maire se rêve sans doute désormais un destin à la Manuel Valls. Battu dès le premier tour de la primaire de la gauche en 2011, l'ancien maire d'Evry était devenu un rouage incontournable de la campagne de François Hollande l'année suivante. Avec le succès que l'on sait.

Des ministres de la société civile

Passés les professionnels de la politique, François Fillon a promis de faire entrer au gouvernement des personnalités de la "société civile" s'il l'emporte en 2017. Il a même déclaré vouloir un gouvernement composé à 50 % de non-politiques. En réalité, de nombreux patrons entourent le favori de la primaire de la droite, certains de très près comme Pierre Danon, ancien PDG de Numéricable et British Telecom et Arnaud de Montlaur, banquier chez Quilvest, qui font partie de son équipe économique, ou encore Henri de Castries, ex-PDG d'Axa et président de l'Institut Montaigne, qui fait partie de ses soutiens actifs. Le nom d'Alexandre Bompard est également évoqué. Le PDG de la Fnac a conseillé François Fillon lorsqu'il était ministre des Affaires sociales en 2003.

Chez les soutiens ou amis plus ou moins proches de l'ancien Premier ministre, de nombreuses vedettes de l'économie sont aussi citées. Elles-ont été récemment listées par Les Echos. Anne Meaux, Présidente d'Image 7 (qui conseille aussi Fillon sur sa communication), Antoine Gosset-Grainville, avocat chez BDGS (qui fut son directeur de cabinet adjoint à Matignon), Arnaud Vaissié, président des CCI de l'étranger, François Bouvard, consultant ayant travaillé pour McKinsey, Philippe Hayat, cofondateur de Serena Capital et Stanislas de Betzmann, président de Devoteam et ex-dirigeant de Coissance Plus, seraient parmi les plus actifs. Le PDG de Total Patrick Pouyanné, celui de Fimalac et propriétaire de Webedia Marc Ladreit de Lacharrière et Xavier Couture, numéro 2 de France télévisions, sont classés chez les "amis". De là à les voir débarquer dans un éventuel gouvernement en

2017 ? Certainement pas tous, mais il pourrait y avoir quelques surprises.

internaute.com

A Suivre... La Presse en Revue

Bonjour lapresseenrevue,

Votre blog fête ses 4 ans cette année !

Toute l'équipe d'OverBlog est heureuse de souhaiter un joyeux anniversaire à votre blog La Presse en Revue....

4 ans ça se fête !
Dites-le à tout le monde

J'informe mes lecteurs

L'équipe OverBlog
www.overblog.com

